

Tabous et langue de bois

Pour une libéralisation du langage au Parti Socialiste

Jadis parti politique de progrès et d'innovation, le Parti Socialiste est devenu le parti des bonnes intentions et des vœux pieux. **Figé dans ses formules idéologiques, notre parti s'enfoncé dans un certain conservatisme frileux.** Nous avons abandonné l'évaluation objective des idées au profit d'une approche idéologique ; les Lumières sont oubliées depuis longtemps.

Veut-on vraiment d'un parti qui s'accroche à une ligne idéologique comme à une superstition ? Peut-on être un parti ouvert et démocratique lorsque sont traités en hérétiques tous ceux qui s'écartent des sentiers battus idéologiques ?

Nous sommes les militants de la section de la région de New York, où nous vivons pour beaucoup d'entre nous depuis de nombreuses années. Ceci ne nous empêche pas de conserver un attachement très fort à notre patrie, ni d'être des citoyens engagés depuis l'étranger, comme beaucoup de camarades du monde entier.

Nous suivons avec attention l'évolution de la France avec une vue de Français de l'étranger, qui manque peut-être de connaissance du terrain - nos camarades des sections françaises font déjà le travail nécessaire pour faire remonter l'information - mais dont le recul permet aussi de conserver une certaine objectivité sur la vie politique française.

Cette lettre collective souhaite insister sur ce que nous avons identifié comme étant des messages ridicules, éculés, inefficaces, voire étranges pour des socialistes européens, et qui ont notamment fait florès durant la récente campagne du référendum sur le projet de Constitution européenne, dans le camp du Non et dans celui du Oui.

Les discussions au sein du parti se déroulent comme si, d'un accord tacite, nous avons défini un vocabulaire autorisé, avec ses formules creuses obligées et ses tabous, et en toile de fond une peur de tout changement et une attitude systématiquement défensive.

En premier lieu, nous avons peur du fameux modèle « communautariste » et « américain », et préférons (comme tout le monde en France !) le modèle « laïque » et « républicain », celui d'un pays plus libre, plus égal, et plus fraternel. Osons nous poser la question de savoir si ceci n'est pas une querelle sémantique sans raison et appauvrissante.

En effet, **rechercher l'appartenance à une communauté est un réflexe humain naturel qui peut se traduire de façon positive**, en un cercle de solidarité qui peut faciliter l'intégration. L'instinct communautaire est donc un état de fait à prendre en compte lorsqu'on réfléchit à une politique d'intégration. Est-on choqué en France par l'idée qu'il existe des communautés de Français à travers le monde ?

Ce qui est dangereux, c'est le repli communautariste, celui qui conduit au refus d'intégration.

D'un autre côté, la foi aveugle en un sacro-saint modèle laïque et républicain nous empêche de regarder en face ces replis communautaristes et les vraies racines de l'échec de la politique d'intégration de ces dernières décennies. L'objectif

d'intégration républicaine est toujours aussi louable, mais il n'y a plus de modèle aujourd'hui pour y parvenir réellement !

L'idéal de justice sociale du PS ne devrait-il pas nous guider sans avoir à nous soucier de ces « modèles » ? Si la France était un modèle, il y a belle lurette que nous serions imités par d'autres ! **Pourquoi vouloir conserver notre modèle tel quel, s'il échoue, avec un chômage massif** depuis vingt ans, des déficits massifs eux aussi, et des inégalités sociales et géographiques qui se creusent, **nourrissant justement le communautarisme que nous prétendons si noblement combattre ?**

De la même manière, un autre modèle tenu pour sacro-saint mérite d'être lui aussi descendu de son piédestal : le fameux « modèle social français ». Nous ne sommes pas un village gaulois isolé dans le monde, qui peut résister encore et toujours à la mondialisation, grâce à sa potion magique du « modèle social français ». **Cette conception d'Astérix poil à gratter est une vision gaulliste de la nation.** Quelle est cette arrogance qui nous fait affirmer que nous, Français, pouvons décréter avoir un modèle supérieur (malgré ses échecs patents) que nous sommes en droit d'imposer au reste du monde, ou en tous cas à toute l'Europe? Quel est cet aveuglement qui nous empêche d'accepter que nos voisins peuvent également avoir de meilleures idées que nous?

Lorsqu'on quitte le domaine des formules obligées, on se retrouve dans celui des expressions politiquement incorrectes, où il est par exemple interdit d'associer le terme « culture de résultats » à celui de « service public ». **En s'arrêtant ainsi à la frontière des mots, on se prive d'un débat approfondi sur ce qu'est pour nous le service public, pourquoi et comment nous devons le défendre.**

Selon leur définition théorique, les services publics sont des services rendus au public, sans discrimination de race, de condition, de géographie. Pourtant, leur définition actuelle serait plutôt: services rendus par des employés du secteur public, sans obligation de résultat.

Comparés à de nombreux autres pays du monde, et en particulier les Etats-Unis, les services publics français sont performants et méritent d'être farouchement défendus. Pour assurer leur pérennité leur réforme est essentielle, tout le monde s'accorde à le dire. Mais au PS, il est impossible de parler d'obligation de résultat ou de partenariat public-privé sans se faire accuser du pire des libéralismes.

Pourtant, est-il vraiment inacceptable à gauche de vouloir des services publics efficaces, qui ne gaspillent pas l'argent public? **Pourquoi ne peut-on pas affirmer que l'objectif premier de la réforme des services publics est de rendre de meilleurs services au public, à moindre coût pour le contribuable ?** La satisfaction des exigences corporatistes ne devrait être qu'une variable du problème, pas un objectif de la solution.

Si un partenariat public-privé peut dans certains cas offrir de meilleurs services au public, à un meilleur coût pour le contribuable, et que l'aspect "service public" est garanti par un cahier des charges très strict, pourquoi serait-il « de gauche » de récuser ce système ?

Certains socialistes ont dans le passé avec courage, essayé en vain de réconcilier les Français et les entreprises, alors qu'on a si souvent l'habitude en France d'opposer le « monde impitoyable » de l'entreprise au « monde choyé » du secteur public. Il est temps de s'atteler à nouveau à cette tâche essentielle, en cassant les préjugés. La question à résoudre n'est plus celle de la division entre le secteur privé et le secteur

public, dans un système prétendument dual, mais bien celle d'une société d'injustice où cohabitent une classe privilégiée, secteurs privé et public confondus, une classe moyenne, une population paupérisée et une population d'exclus.

Pourquoi l'aide à la création d'entreprise ne serait-elle pas compatible avec nos idéaux de gauche? Lorsqu'on sait que la majorité des créations d'emploi se fait dans les PME, il ne faut pas avoir honte d'encourager les Français à se lancer dans la création d'entreprise, en facilitant les démarches administratives, et en luttant contre la rigidité du système bancaire en France. L'avenir économique de la France dépend du dynamisme de nos PME et de la modernisation des outils de production de nos entreprises. Il suffit de voir le succès des Français dans un environnement favorable à la création d'entreprises, comme aux Etats-Unis, pour savoir que ce dynamisme-là existe aussi chez les Français. **Sans ce dynamisme, il y a moins de création de richesse, et donc moins de redistribution équitable.**

Ces quelques exemples montrent qu'en figeant notre sémantique, nous avons fossilisé le débat. Nous nous condamnons à toujours proposer les mêmes solutions sans se préoccuper de savoir si les données du problème ont changé.

Si nos sympathisants nous tournent le dos, ce n'est probablement pas parce que nous ne sommes pas assez à gauche, c'est plutôt parce que nous ne sommes pas assez dynamiques et créatifs.

Ne faut-il pas que le PS soit plus offensif, sans crainte des jugements extérieurs, ou de la non obéissance aux principes sacro-saints de la Vème république ? Il n'y a pas si longtemps nous considérons que la République française était aux mains d'un « coup d'Etat permanent » ! En même temps, il est amusant de voir certains partis de gauche fonder leur programme uniquement sur les principes républicains et passer leur temps à draguer d'autres partis qui refusent le jeu démocratique de cette même République.

A moins de deux ans des élections présidentielles, pourquoi voulons-nous absolument apparaître, en tant que parti, comme le clair défenseur du statu quo, un peu comme l'UDF de Giscard en 1981 (avec la vision européenne en moins !). Pourquoi fonder notre retour au pouvoir sur nos « fondamentaux laïcs et républicains » ? N'est-ce pas une stratégie trop défensive pour être gagnante ? Est-ce que ces concepts parlent suffisamment aux Français pour qu'ils aillent voter ?

Mitterrand était capable de parler de religion, de montrer son respect pour la foi et de dépasser les idées simplistes sur ce sujet, ralliant au passage à sa cause les chrétiens de gauche, ce qui n'a pas été sans importance. Aujourd'hui, nous ne faisons plus que rabâcher que nous sommes laïcs et que nous approuvons les idées de Chirac sur les signes religieux ostensibles. Cette stratégie ne rallie personne à notre cause, renforce notre image (répandue) de parti laïc et sectaire, et finalement **cette stratégie de communication ne met pas en avant nos valeurs humanistes, un peu comme si le socialisme ne devait rien aux philosophes des Lumières**, inventeurs du droit à la liberté religieuse.

Nous avons perdu l'audace qui nous permettait jadis de considérer tous les sujets comme potentiellement « de gauche », des problèmes du quotidien aux grandes questions de société. Au Parti Socialiste, nous devrions nous appliquer à parler de tous les sujets et à proposer des solutions pour tous les problèmes que la société soulève, avec une vision empreinte de solidarité et d'humanisme.

Par exemple, si elles n'existaient pas, **serions-nous capables aujourd'hui d'autoriser les radios libres, un outil finalement à la fois très communautariste et américain, avec une station FM pour chaque tribu ?**

Aujourd'hui ces questions d'accès à la culture et de liberté de l'information se posent sous des formes nouvelles. **La numérisation des livres, en consultation libre sur Internet pour les oeuvres du domaine public, en est un bon exemple.** Pourquoi ne pas en parler sérieusement au PS, si ce n'est pour dénoncer l'initiative de l'américain Google? Pourtant l'accès libre à la culture est une idée fondamentalement de gauche. **Allons-nous ignorer cet outil fantastique de démocratisation de l'accès aux livres** parce que nous sommes aveuglés par notre peur de léser les petites librairies?

On ne rejette pas a priori une grande idée de gauche simplement parce que ses modalités d'application exigent la révision de systèmes existants.

Il est temps de redéfinir les concepts à partir desquels nous construisons notre ligne politique, et de revoir les solutions qui en découlent, sans tabous ni clichés. Comme tout électeur de toute démocratie, les Français veulent des partis politiques qui vivent dans la même réalité qu'eux, et non pas des slogans incantatoires supposés faire émerger la réalité dont on rêve, ou cacher celle qu'on ne veut pas voir.

**Les militants de la section de New York
Fédération des Français à l'Étranger
Parti Socialiste**

**Contact : new-york@ffe-ps.org
www.ffe-ps.org**